



MARCHÉS PUBLICS – PROCÉDURE ADAPTÉE TRAVAUX

Dossier simplifié de consultation des entreprises VALANT ENGAGEMENT CONTRACTUEL

Le présent document est le dossier de consultation, valant contrat et engagement.
Il est composé des points suivants :

SOMMAIRE

A – OBJET DU MARCHÉ.....	1
B – DÉCLARATION DE CANDIDATURE.....	2
C – RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION.....	2
D – IDENTIFICATION DU MAÎTRE D'OUVRAGE.....	9
E – IDENTIFICATION DE L'ENTREPRISE.....	10
F – CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES.....	12
G - ANNEXE TECHNIQUE.....	18
H - BORDEREAU DES PRIX.....	19
I – DÉTAIL ESTIMATIF.....	25
J – DÉTAIL DES PRESTATIONS EXÉCUTÉES PAR CHAQUE COTRAITANT ET RÉPARTITION DE LEUR RÉMUNÉRATION (groupement conjoint).....	26
K - SIGNATURE DU MARCHÉ PAR L'ENTREPRISE.....	27
L - SIGNATURE DU MAÎTRE D'OUVRAGE.....	27

A – OBJET DU MARCHÉ

Objet du marché :

RN125 – Pont du Roy - Investigations sur la précontrainte de l'ouvrage

Liste des lots :

- le marché n'est pas alloti

B – DÉCLARATION DE CANDIDATURE

Le candidat soumissionne pour :

- le marché cité précédemment

C – RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

C1 – Réception des plis

Les offres doivent parvenir avant la date limite de réception des plis fixée au : **30/03/2026 à 12H00.**

Les plis doivent être remis **sous forme dématérialisée sur la plateforme des achats de l'État (PLACE) à l'adresse suivante : <http://www.marches-publics.gouv.fr>, sous la référence n° 26-004-DIR.**

Cette transmission le sera selon les modalités techniques suivantes :

- La durée de la transmission des plis est fonction du débit de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre, il est invité à s'assurer que tous les documents sont utiles à la compréhension de son offre ;
- Les documents à fournir devront l'être sous forme de fichiers informatiques ;
- Seuls les formats de fichiers informatiques de types pdf, dxf, ppt, doc, xls, sxw, sxc, sxi, sxd, odt, ods, odp, odg seront acceptés, ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites ;
- Les documents pour lesquels une signature est requise peuvent être signés électroniquement selon les modalités de l'annexe 12 du Code de la commande publique. Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément.

Les soumissionnaires peuvent adresser sur support physique électronique (clé USB) une copie de sauvegarde de leur offre par pli scellé comportant la mention lisible « copie de sauvegarde » en recommandé avec avis de réception postal ou remise contre récépissé à **l'adresse ci-dessous du lundi au vendredi entre 9h00 et 12h00 et entre 13h30 et 15h30 :**

DIR SUD-OUEST
SIMO / UMP
Bâtiment C, bureaux C-22 , C24 ou C24 bis
155 avenue des Arènes romaines
31300 Toulouse

dans les délais impartis pour la remise des plis.

Le pli portera les mentions suivantes :

Copie de sauvegarde pour :

«RN125 –Pont du Roy - Investigations sur la précontrainte de l'ouvrage»

Nom du candidat ou du mandataire en cas de groupement

« NE PAS OUVRIR »

C2 – Variantes

oui non

Les variantes sont-elles autorisées ? ☐ ☒

C3 – Documents à fournir par le candidat

Les pièces exigées au titre de la candidature, et afin d'apprécier les capacités économiques et financières ainsi que les capacités techniques et professionnelles des candidats, sont les suivantes :

- Les formulaires DC1 et DC2 ou le formulaire DUME.
- Les pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat y compris, en cas de groupement, les habilitations nécessaires au mandataire pour représenter les entreprises au stade de la passation du marché.
- Une déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels.
- Les CV mentionnant les qualifications exigées au §3.2 du CCTP en annexe.

S'il s'appuie, pour présenter sa candidature, sur les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par l'acheteur public.

Le candidat doit également apporter la preuve que chacun de ces opérateurs économiques mettra à sa disposition les moyens nécessaires, pendant toute la durée d'exécution du marché public.

Au titre de l'offre, sont demandées les pièces suivantes :

- Le présent document complété, daté et signé par le(s) représentant(s) habilité(s) à engager l'entreprise (fournir les pouvoirs si nécessaire) ;
 - Un mémoire technique présentant notamment :
 - le nombre de personnes mobilisées pour la prestation et la qualification technique de l'équipe,
 - l'organisation de l'équipe dédiée à la prestation,
 - les moyens matériels,
 - le calendrier prévisionnel de l'opération, les délais d'intervention,
 - la méthodologie retenue, les mesures d'organisation et de la bonne appréhension des attentes du maître d'ouvrage,
 - La procédure d'implantation, d'ouverture des fenêtres d'investigations, d'ouverture des gaines, y compris les mesures de protection environnementales durant ces investigations,
 - La procédure de mesure de tension résiduelle dans les fils de précontrainte,
 - La procédure de fermeture des fenêtres d'investigations, de fermeture des gaines, y compris les mesures de protection environnementales durant ces interventions,
 - la gestion des déchets (SOSED)
 - L'attestation de visite du site

L'absence de justificatif de visite dans l'offre du candidat entraînera son élimination.
 - Le bordereau des prix : cadre en annexe H à compléter **sans modification** (à fournir en format modifiable),
 - Le détail estimatif : cadre en annexe I à compléter **sans modification** (à fournir en format modifiable),
 - Une décomposition des prix n° 101 à 110
 - La décomposition et répartition de la rémunération : cadre à compléter sans modification (annexe J).
- Il est rappelé aux candidats qui présentent leur candidature sous forme de groupement conjoint qu'ils doivent impérativement compléter la répartition par cotraitant à l'annexe J « La décomposition et répartition de la rémunération ».

C4– Modifications du DCE et Questions

Le maître d'ouvrage se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Celles-ci doivent être communiquées au plus tard 10 jours avant la date limite fixée pour la remise des plis. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des plis est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Pour obtenir tous les renseignements d'ordre administratif et technique qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 8 jours avant la date limite de réception des plis une demande en utilisant les fonctionnalités de la plate-forme de dématérialisation (<http://www.marches-publics.gouv.fr>).

Une réponse sera alors adressée en temps utile par l'intermédiaire de cette plate-forme à tous les candidats ayant retiré ou reçu le dossier, au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres.

C5 – Critères de jugement des offres

Le maître d'ouvrage commencera par examiner les offres. Seuls les plis réceptionnés avant la date et l'heure fixée au paragraphe C1 – Réception des plis seront ouverts.

Les offres anormalement basses sont définies à l'article L.2152-5 du code de la commande publique. Elles seront traitées conformément aux articles R.2152-3 à R.2152-5 du code de la commande publique.

Les offres inappropriées, inacceptables et irrégulières sont définies aux articles L.2152-1 à L.2152-4 du code de la commande publique.

Après examen, les offres inappropriées seront éliminées conformément à l'article R.2152-1 du code de la commande publique.

Les offres irrégulières et inacceptables seront éliminées ou régularisées conformément aux articles R.2152-1 à R.2152-2 du code de la commande publique.

Le maître d'ouvrage prévoit une négociation des offres. Toutefois, il se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.

Le maître d'ouvrage examinera les offres des soumissionnaires pour établir un classement unique.

Après classement des offres conformément aux critères pondérés définis ci-après, l'offre économiquement la plus avantageuse est choisie par le maître d'ouvrage.

Les critères d'attribution du marché sont pondérés comme suit :

Critère d'attribution	Pondération
Le prix des prestations	50 %
La valeur technique des prestations	40 %
La valeur environnementale	10 %

Critère « prix des prestations » : note N1

Le critère prix, est apprécié au vu du détail estimatif. La note N1 pour le critère prix sur 50 points est calculée selon la formule suivante :

$$N1 = (\text{Montant de l'offre la plus basse} / \text{Montant de l'offre examinée})^2 \times 50$$

Critère « valeur technique de l'offre » : note N2

Le critère valeur technique est apprécié à partir des éléments du mémoire technique fourni (VT2) et du SOPAQ (VT1).

Chaque offre se verra attribuer une note **N2**, sur le critère valeur technique des prestations, comprise entre 0 et 40 points.

Les sous-critères de la valeur technique des prestations et leur barème de notation sont récapitulés dans le tableau suivant :

Sous-Critères	Barème
<u>VT1 : SOPAQ</u>	0 à 10 points
Vt 1-1 : Présentation et justification de l'organisation mise en œuvre par le candidat : – note d'organisation générale ; – organigramme ; – moyens humains pour la réalisation des différentes prestations – moyens techniques pour la réalisation des différentes prestations (moyens d'accès, moyens pour réaliser et analyses les investigations...)	0 à 10 points

Sous-Critères	Barème
<u>VT 2 : Mémoire technique et cohérence avec la décomposition des prix</u>	0 à 30 points
VT 2-1 : <ul style="list-style-type: none"> ○ – Exposé de la méthodologie et des démarches utilisées par le candidat pour le traitement de chaque thématique de la mission. Y compris une procédure d'intervention spécifique : ○ - pour l'ouverture et la fermeture (y compris le remplacement d'aciers si nécessaire) des fenêtres dans le béton ; ○ – pour l'ouverture des gaines, les prélèvements éventuels, la fermeture des gaines ; ○ - pour l'endoscopie et la réalisation des essais à l'arbalète ; ○ - l'acquisition des différentes données (arbalète, endoscopie). 	0 à 20 points
Vt 2-2 : <ul style="list-style-type: none"> – Cohérence des décompositions de prix forfaitaires avec l'ensemble des missions du marché (temps passés, contenu, moyens, rapport) 	0 à 10 points

La note « **N2** » se calcule comme suit :

$$\mathbf{N2 = Vt\ 1 + Vt\ 2}$$

Critère « valeur environnementale » : note N3

Le critère valeur environnementale est apprécié à partir des dispositions techniques prévues pour la prise en compte de l'environnement en phase travaux et de la prise en compte de la transition écologique dans les pratiques au quotidien (gestion des déplacements d'entreprise pour l'opération).

Les mesures de protection de l'environnement lors des phases de démolition du béton et de rebouchage des poutres, notamment vis-à-vis de la Garonne située sous l'ouvrage seront évaluées.

Chaque offre se verra attribuer une note N3, sur le critère valeur environnementale des prestations, comprise entre 0 et 10 points.

L'affectation des points au critère valeur technique des prestations s'effectuera selon le principe suivant :

0% de la note :	Partie non traitée ou très insuffisante
25% de la note :	Partie traitée partiellement, insuffisante quant à l'appréhension des difficultés du chantier et leur résolution
50% de la note	Partie traitée sérieusement mais incomplète

75% de la note :	Partie assez complète et couvrant presque intégralement les éléments du sous-critère
100% de la note :	Partie complète, détaillée, propre au chantier et pleinement convaincante

Note finale :

La note finale **N** de chaque offre exprimée sur 100 sera obtenue par addition des notes des différents critères définis ci-avant : **N = N1 + N2 + N3**

C6 – Sélection des candidatures

Seule la candidature du soumissionnaire susceptible d'être retenu sera analysée.

En cas de candidature incomplète, le maître d'ouvrage demandera au soumissionnaire susceptible d'être retenu de compléter celle-ci.

Si le candidat pressenti ne fournit pas les certificats, attestations ou déclarations mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP son offre sera rejetée. Dans ce cas, l'élimination du candidat sera prononcée par le maître d'ouvrage qui présentera la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

Le maître d'ouvrage pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure pour des motifs d'intérêt général. Les candidats en seront informés.

C7 – Durée de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 180 jours à compter de la date de remise de l'offre finale.

C8 – Négociation

Le maître d'ouvrage pourra procéder à une négociation au maximum avec les 3 candidats ayant remis les offres jugées les plus intéressantes, suite au premier classement établi par application des critères pondérés énoncés.

La négociation est engagée librement avec les candidats sélectionnés. La négociation est conduite dans le respect du principe de l'égalité de traitement de tous les candidats. Elle portera sur tous les éléments de l'offre, notamment le prix. L'offre finale sera jugée selon les mêmes critères du présent règlement. Le classement final sera établi sur cette base.

Elle pourra prendre la forme d'échanges écrits et/ou d'entretiens avec les candidats retenus par le maître d'ouvrage.

En cas d'échange écrit, les candidats devront impérativement répondre dans les conditions de forme et de délai indiqués dans le mail/fax.

En cas de rencontre avec les candidats, une convocation sera transmise aux candidats en amont de l'entretien de négociation.

À l'issue des négociations, les candidats remettront alors leur offre finale dans le délai maximal indiqué lors des échanges. Cette date de remise des offres finales sera identique pour tous les candidats.

C9 – Documents à fournir par le candidat susceptible d'être retenu

Après classement des candidats et pour l'application des articles L.2141-1 à L.2141-14 du CCP, le candidat susceptible d'être retenu devra fournir les documents suivants :

- Une déclaration sur l'honneur attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdictions visées aux articles L.2141-1 et L.2141-4 du CCP,
- Les certificats fiscaux et sociaux,
- Les pièces prévues aux articles R.1263-12 (copie de la déclaration de détachement de travailleurs), D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 (attestation sociale ou documents relatifs aux contractants étrangers ou liste nominative des salariés étrangers) du code du travail,
- Le numéro unique d'identification permettant à le maître d'ouvrage d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1o de l'article R. 2143-13 ou, s'il est étranger, produit un document délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente de son pays d'origine ou d'établissement, attestant de l'absence de cas d'exclusion,
- Ou les documents équivalents ou déclaration en cas de candidats étrangers, traduits en français.

C10 – Prestations similaires

Sans objet.

D – IDENTIFICATION DU MAITRE D'OUVRAGE

DIR SUD-OUEST

155 avenue des arènes romaines
31300 TOULOUSE

- **Comptable assignataire** : Monsieur le DRFIP d'Occitanie et de la Haute-Garonne

- **Pour un envoi des factures dématérialisé** :

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » Factures Travaux depuis le lien suivant :

<https://www.chorus-pro.gouv.fr/>

Les informations nécessaires à la facturation seront transmises lors de la notification du marché.

E – IDENTIFICATION DE L'ENTREPRISE

Titulaire Unique : À compléter par l'entreprise

Nom et prénom :															
Agissant pour le nom et le compte de la Société :															
Adresse postale :															
Tel. :						Fax :									
Courriel :															
N° d'identité d'établissement (SIRET) :															
compte ouvert à l'organisme bancaire :															
à :															
au nom de :															
sous le numéro :															
code banque :															
code guichet :															
IBAN															
BIC (par SWIFT)															

Toutefois, le maître d'ouvrage se libérera des sommes dues aux sous-traitants payés directement en faisant porter les montants au crédit des comptes désignés dans les annexes, les avenants ou les actes spéciaux.

Si groupement d'entreprises :

Le maître d'ouvrage se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit du compte du groupement solidaire (**joindre un RIB**) :

Groupement solidaire	
compte ouvert à l'organisme bancaire :	
à :	
au nom de :	
sous le numéro :	
code banque :	
IBAN	
BIC (par SWIFT)	

Toutefois, le maître d'ouvrage se libérera des sommes dues aux sous-traitants payés directement en faisant porter les montants au crédit des comptes désignés dans les annexes, les avenants ou les actes spéciaux.

☐ **Groupement conjoint**

Cotraitant 1 (Mandataire)	
Nom et prénom :	
Agissant pour le compte de la société mandataire du groupement :	
Adresse postale :	
Tel. :	Fax :
Courriel :	
N° d'identité d'établissement (SIRET) :	

Cotraitant 2														
Nom et prénom :														
Agissant pour le compte de la société mandataire du groupement :														
Adresse postale :														
Tel. :						Fax :								
Courriel :														
N° d'identité d'établissement (SIRET) :														

Cotraitant 3														
Nom et prénom :														
Agissant pour le compte de la société mandataire du groupement :														
Adresse postale :														
Tel. :						Fax :								
Courriel :														
N° d'identité d'établissement (SIRET) :														

Le maître d'ouvrage se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit des comptes (**joindre un RIB par cotraitant**)

F – CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Le cahier des clauses administratives générales applicables au marché de travaux approuvé par arrêté du 30 mars 2021 est complété par les articles du présent chapitre.

Les prestations relèvent de la catégorie 3 au sens de l'article R. 4532-1 du code du travail.

F1 – Procédure du marché

Ce marché est passé selon la procédure **adaptée** définie aux articles L.2123-1, R2123-1, R2123-4 à R2123-5 du code de la commande publique.

Si les entreprises souhaitent se présenter groupées, elles pourront choisir la forme du groupement conjoint ou solidaire. Le mandataire du groupement conjoint sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du maître d'ouvrage

F2 – Durée du marché – Délais d'exécution

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG travaux la période de préparation sera d'une durée de **1 mois**.

Par dérogation à l'article 18.11 du CCAG travaux, la période de préparation de chantier n'est pas incluse dans le délai d'exécution du marché.

Le délai d'exécution des travaux est de **1 mois** à compter de la date fixée dans l'ordre de service qui prescrira de les commencer.

F3 – Adresse et visite du chantier

Adresse du site:

*A la frontière Franco/Espagnole
RN125 PR34+101*

Pont du Roy - Pont de la Garonne
31440 Fos

oui non

Le chantier se situe en site occupé avec maintien d'activité : ☒ ☐

Le cas échéant, jours de la semaine et plages horaires retenus pour l'exécution des travaux :

Intervention en dehors des week-end et des jours hors chantier.

Neutralisation d'une voie de jour seulement, le balisage est déposé pour la nuit, la signalisation est déposée ou masquée pour la nuit.

Une visite du site Pont du Roy est organisée le 16 mars.

Le rendez-vous est fixé le 16 mars à 11h au CEI de Chaum, 35 Lalanetto, 31440 Chaum après prise de contact auprès du chef de projet mail : romain.genissel@developpement-durable.gouv.fr – tel : 06.28.95.13.74 .

Lors de cette visite, il sera remis une attestation de visite que le candidat devra impérativement joindre à son offre. Son absence dans l'offre entraînera l'élimination du candidat.

F4 – Prix du marché

Le marché est conclu à prix unitaires et forfaitaires détaillés au bordereau des prix, le montant de l'offre est le montant qui résulte du détail estimatif :

● Montant hors TVA :	
● TVA au taux de 20 %, soit	0,00 €
● Montant TTC :	0,00 €

F5 – Variation des prix

Les prix sont fermes.

F6 – Avances

Une avance égale à 30 % du montant TTC du marché est versée au titulaire, sauf si celui-ci renonce expressément ci-dessous.

L'avance n'est soumise à aucune constitution de garantie privée ou de sûreté financière.

Le paiement de cette avance intervient dans un délai de 30 jours à compter de la date de notification du marché.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant du marché.

☐ Prestataire unique

Le prestataire désigné ci-devant :

☐ refuse de percevoir l'avance

☐ ne refuse pas de percevoir l'avance

☐ **Grouperement solidaire**

☐ **refuse** de percevoir l'avance

☐ **ne refuse pas** de percevoir l'avance

☐ **Grouperement conjoint**

N° du co-traitant	Avance forfaitaire prévue à l'article F6	
1	<input type="checkbox"/> 'refuse de la percevoir	<input type="checkbox"/> 'ne refuse pas de la percevoir
2	<input type="checkbox"/> 'refuse de la percevoir	<input type="checkbox"/> 'ne refuse pas de la percevoir
3	<input type="checkbox"/> 'refuse de la percevoir	<input type="checkbox"/> 'ne refuse pas de la percevoir
4	<input type="checkbox"/> 'refuse de la percevoir	<input type="checkbox"/> 'ne refuse pas de la percevoir

F7 – Pénalités

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG Travaux, les pénalités sont appliquées, quel que soit leur montant.

L'ensemble des pénalités recensées ci-dessous s'appliquent au montant TTC à rémunérer au titulaire au titre du prochain paiement.

En cas de retard durant la période de préparation, le titulaire encourt une pénalité journalière de 150 €.

En cas de retard dans la remise de documents d'exécution, après demande expresse du maître d'ouvrage qui précise le délai de communication, le titulaire encourt une pénalité journalière de 150 €.

En cas de retard imputable au titulaire dans l'exécution des travaux et par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG Travaux, il est appliqué une pénalité journalière de 500€.

En cas de défaut de signalisation, après demande expresse du maître d'ouvrage de mettre en conformité, le titulaire encourt une pénalité de 500€ par constatation.

En cas de défaut de repliement des installations de chantier, après demande expresse du maître d'ouvrage de libérer et remettre en état les lieux, le titulaire encourt une pénalité de 500€ par constatation.

En cas de manquement aux règles de protection environnementales, après demande expresse du maître d'ouvrage de mettre en conformité et appliquer les procédures de protection environnementales, le titulaire encourt une pénalité de 3000€ par constatation.

En cas de travail dissimulé, le titulaire encourt une pénalité journalière de 2500€.

En cas de non affichage des informations pour les travailleurs détachés, le titulaire encourt une pénalité de 1000€ par constatation.

En cas de documents fournis après exécution, le titulaire encourt une pénalité de 150 € par constatation.

En cas de non-respect du RGPD, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire fixée à 1000€.

En cas de non-respect des mesures spécifiques d'intervention prévues au marché, notamment celles fixées par le coordonnateur SPS, le titulaire encourt une pénalité fixée à 2000€ par constatation.

En cas de non-respect des conditions de confidentialité prévues au marché, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire fixée à 1000€.

Le montant cumulé de ces pénalités est plafonné à 5% du montant du marché et ne peut dépasser le montant des amendes encourues en application de l'article L.8224-1, L.8224-2 et 8221-5 du code du travail.

F8 – Assurances

Le titulaire doit justifier, avant tout commencement d'exécution du présent marché, et pour la durée de celui-ci, qu'il a souscrit une (des) police(s) d'assurance couvrant sa responsabilité, ainsi que celle de ses commettants ou préposés, à l'égard du maître d'ouvrage et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations. Cette obligation inclut l'assurance de responsabilité décennale.

F9 – Réception, Réfaction, Garanties, Résiliation

Réception : La « réception » est l'acte par lequel le pouvoir adjudicateur déclare accepter l'ouvrage avec ou sans réserve. La réception des travaux fait l'objet d'un constat contradictoire entre le titulaire et le représentant du maître d'ouvrage. Lorsque la réception est assortie de réserves, le titulaire doit remédier aux imperfections et malfaçons correspondantes dans le délai fixé par le représentant du maître d'ouvrage.

Au cas où ces travaux ne seraient pas réalisés dans le délai prescrit, le maître d'ouvrage peut les faire exécuter aux frais et risques du titulaire, après mise en demeure restée infructueuse.

Par dérogation à l'article 41.1.3 du CCAG il n'est pas prévu de réception tacite.

Réfaction : Si certains ouvrages ou certaines parties d'ouvrages ne sont pas entièrement conformes aux spécifications du marché, sans que les imperfections

constatées soient de nature à porter atteinte à la sécurité, au comportement ou à l'utilisation des ouvrages, le maître d'ouvrage peut, eu égard à la faible importance des imperfections et aux difficultés que présenterait la mise en conformité, renoncer à ordonner la réfection des ouvrages estimés défectueux et proposer au titulaire une réfaction sur les prix.

Une réfaction de 20% est appliquée sur la rémunération de l'ouvrage et des parties d'ouvrages concernés, en attente d'un accord conclu entre les parties.

Garanties : les clauses mentionnées au chapitre 5 du CCAG travaux sont entièrement applicables au marché en ce qui concerne la garantie de parfait achèvement et la garantie décennale.

Résiliation : les clauses mentionnées au chapitre 7 du CCAG travaux sont entièrement applicables au marché.

F10 – Règlement des litiges

En cas de contentieux né de l'attribution ou de l'exécution du marché, le juge du tribunal administratif de Toulouse, territorialement compétent, est saisi du litige juridictionnel.

F11 – Règlement des prestations

Le marché donne lieu à des versements à titre d'avance, d'acomptes et d'un solde.

La demande de paiement, afférente à un acompte, correspond au montant des travaux réalisés dans le mois.

Le paiement du solde intervient à la levée de la dernière réserve formulée par le maître d'ouvrage.

Le titulaire doit adresser ses demandes de paiement sous forme dématérialisée sur la plate-forme de la personne publique <https://www.chorus-pro.gouv.fr/>. Toute demande de paiement adressée sous format papier sera rejetée.

La demande de paiement porte, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le détail du montant facturé
- les références et la date de notification du marché ;
- les nom et adresse du créancier ;
- le prix total HT et le prix total TTC

F12 – Délai de paiement

Le délai global de paiement ne peut excéder 30 jours. Celui-ci court à compter de la remise de la demande de paiement par le titulaire à le maître d'ouvrage.

Selon la réglementation en vigueur, le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement au bénéfice du titulaire.

F13 – Dérogations au CCAG

Les articles F2, F7 et F9 dérogent aux articles 28.1, 18.11, 19.2.1, 19.2.3 et 41.1.3 du CCAG travaux.

G - ANNEXE TECHNIQUE

Les prestations attendues pour la réalisation des travaux d'investigations sur la précontrainte de l'ouvrage de Pont du Roy font l'objet d'un CCTP annexé au présent marché. Il est complété par les pièces techniques suivantes:

- le dernier rapport d'inspection détaillée datant de 2023 ;
- un extrait du dossier d'archive comprenant deux dossiers, le premier « Proyecto modificado » et le second « Proyecto Liquidación » celui-ci s'apparentant aux pièces d'un dossier de recollement couramment utilisé en France. Ces extraits du dossier d'archive comprennent des plans et des notes de calculs **rédigés exclusivement en Espagnol.**
- Un plan de localisation des investigations à réaliser,
- Un plan du site sous forme de levé topographique de l'ouvrage et ses abords,

H - BORDEREAU DES PRIX

Les prix indiqués sont en euros et hors taxes.

Numéro de prix	Désignation, définition des prestations, unité et prix en toutes lettres	Prix unitaire (en chiffres)
101	<p>Installations de chantier et réunions</p> <p>Ce prix rémunère forfaitairement les installations et réunions nécessaires à la réalisation des reconnaissances. Il comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les dépenses éventuelles de location de terrains, - Les frais d'installation et de fonctionnement des ateliers, bureaux et locaux divers (toilettes, etc.) en adéquation avec le nombre de personnel présents, y compris fourniture d'énergie, - Les frais relatifs à l'installation et à la maintenance de WC chimiques, - Les frais d'éclairage autonome si nécessaire, - Les frais de téléphonie (fixe, mobile), - La participation active aux réunions de lancement et de restitution. <p>LE FORFAIT :</p>	
102	<p>Études d'exécution</p> <p>Ce prix rémunère forfaitairement le pilotage de la mission, la réalisation des études, les méthodes, la planification et l'assurance de la qualité pour la réalisation complète de la mission. Il comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'établissement du P.A.Q, ainsi que les mises à jour au fur et à mesure de l'avancement de la mission, - L'établissement du PPSPS relatif aux prestations, ainsi que les mises à jour au fur et à mesure de l'avancement de la mission, - L'établissement des procédures d'exécution de chaque essai, intégrant notamment les spécificités liées à chacune des zones de l'ouvrage, aux moyens d'accès, ainsi que les conditions d'accès spécifiques à l'ouvrage, - L'étude de la décomposition des temps pour chaque 	

	<p>intervention et par tâche,</p> <ul style="list-style-type: none"> - La définition des moyens d'accès prévus pour chaque intervention, et la définition du temps d'utilisation de chaque moyen d'accès, - L'établissement d'un planning de GANT d'intervention et de réalisation de la mission, intégrant les planifications ci-dessus, ainsi que les mises à jour au fur et à mesure de l'avancement de la mission, - Les frais de transmission immédiate de la fiche d'anomalie et au plus tard dans un délai de 2 heures après la découverte de l'anomalie, - Toutes les sujétions liées au pilotage de l'ensemble des intervenants, fournisseurs et prestataires du groupement ou extérieurs (y compris conduite et tenue des réunions de chantier), - L'établissement et fourniture d'un rapport tel que prévu au §2.8 du CCTP. <p>LE FORFAIT :</p>	
103	<p>Exploitation sous chantier</p> <p>Ce prix rémunère forfaitairement le pilotage, les méthodes, la planification et les moyens pour la gestion de l'exploitation pendant la durée des investigations. Il comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La proposition de planification d'enchaînement de la mission, avec justification des enchaînements et décomposition des contraintes d'exploitation relatives à chaque intervention et en accord avec les nécessités de restrictions de circulation, ... ; et faisant apparaître le nombre d'interventions nécessaires et les mises à jour suivant les remarques formulées, - La surveillance du bon fonctionnement, la dépose ou le masquage pour la nuit et le week-end de la signalisation temporaire. - La mise en place, les déplacements nécessaires et le repli en fin d'intervention des alternats et des signalisations temporaires, - Le passage en manuel à la demande de l'exploitant. <p>LE FORFAIT :</p>	

104	<p>Amenée et repli et mise à disposition d'une passerelle négative</p> <p>Ce prix rémunère à la journée d'utilisation les moyens d'accès nécessaires à la réalisation des prestations in-situ. Il comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la fourniture, l'amenée, l'installation, le repli et la mise à disposition de la passerelle négative. <p>LA JOURNÉE :</p>	
105	<p>Ouverture et fermeture de fenêtre dans le béton</p> <p>Ce prix rémunère, à l'unité de fenêtre, la réalisation d'ouverture et fermeture de fenêtres dans le béton conformément au CCTP (§ 2.2). Il comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'implantation précise sur site de la fenêtre, selon l'implantation préalablement validée par la DIRSO dans le cadre de la définition du programme de reconnaissances validé, - L'ouverture de la fenêtre, - Toutes sujétions pour ne pas couper les aciers passifs en place (y compris le repérage des armatures au radar ou pachomètre...), - S'il est nécessaire de procéder à la découpe d'un acier, la fourniture d'aciers passifs nécessaires pour reconstituer celui coupé ainsi que tous les matériaux nécessaires à l'ancrage et au recouvrement des aciers existants et nouveaux. - La fourniture du mortier (§2.2.2) et le rebouchage de la fenêtre, selon les procédures d'exécution validées, - L'évacuation et la mise en décharge des gravats et déchets, - Toutes sujétions liées à l'interaction avec les autres essais in-situ réalisés simultanément, - Les documents à fournir prévus au CCTP. <p>L'UNITÉ :</p>	
106	<p>Ouverture et fermetures des gaines de précontrainte</p>	

	<p>Ce prix rémunère, à l'unité de gaine, la réalisation d'ouverture et fermeture des gaines de précontrainte conformément au CCTP (§ 2.3). Il comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'ouverture soignée de la gaine de précontrainte de façon à ne pas toucher les câbles de précontrainte, selon les procédures d'exécution validées, - L'évacuation et la mise en décharge des gravats et déchets, - La fermeture soignée de la gaine de précontrainte, selon les procédures d'exécution validées, - Toutes sujétions liées à l'interaction avec les autres essais in-situ réalisés simultanément, - Les documents à fournir prévus au CCTP. <p>L'UNITÉ :</p>	
107	<p>Prélèvement de coulis et analyse chimique</p> <p>Ce prix rémunère, à l'unité, la réalisation d'analyses chimiques sur un prélèvement de coulis effectué lors de l'ouverture d'une gaine de précontrainte intérieure, conformément aux prescriptions du CCTP (§ 2.5). Pour un prélèvement, il appartiendra à l'entrepreneur de prélever les quantités suffisantes, autant que faire se peut, afin de réaliser les analyses prévues.</p> <p>Le prix de prélèvement comprend également :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le repérage des prélèvements, - les matériels de conditionnement stériles des prélèvements, - toutes sujétions d'interactions avec les autres essais in-situ réalisés simultanément, - les documents à fournir prévus au CCTP. <p>L'UNITÉ :</p>	
108	<p>Prélèvement de liquide et analyse chimique</p> <p>Ce prix rémunère, à l'unité, la réalisation d'analyses chimiques sur un prélèvement de liquide recueilli lors de l'ouverture d'une gaine de précontrainte, conformément aux prescriptions du CCTP (§. 2.6). Il</p>	

	<p>comprend également :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les matériels de conditionnement stériles des prélèvements dans des récipients distincts de ceux des coulis, - le repérage des prélèvements, - toutes sujétions d'interactions avec les autres essais in-situ réalisés simultanément, - les documents à fournir prévus au CCTP. <p>L'UNITÉ :</p>	
109	<p>Mesures de tension à l'arbalète</p> <p>Ce prix rémunère, à l'unité de gaine de précontrainte, la réalisation de mesures de tension résiduelle sur un maximum de torons ou de fils dans les gaines de précontrainte par l'essai dit « à l'arbalète », conformément aux prescriptions du CCTP (§ 2.4). Il comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'amenée, l'installation et le repliement de l'ensemble du matériel nécessaire à la réalisation des essais de tension, - La réalisation de l'essai, après ouverture des fenêtres dans le béton et ouverture des gaines de précontrainte intérieure, - L'enregistrement des paramètres de l'essai, - L'acquisition des données à l'aide d'un ordinateur portable ou tout système permettant le recueil des données sous format informatique, - Toutes sujétions d'interactions avec les autres essais in-situ réalisés simultanément, - Les documents à fournir prévus au CCTP. <p>Un essai est considéré valide quand il est réalisé sur tous les fils ou torons visibles d'une gaine après ouverture de cette dernière. Seuls les essais considérés valides sont rémunérés.</p> <p>L'UNITÉ :</p>	
110	<p>Vidéo-endoscopie</p> <p>Ce prix rémunère, à l'unité, la réalisation de l'examen au vidéo-endoscope à l'intérieur d'une gaine de précontrainte, conformément aux prescriptions du CCTP (§ 2.7). Ils comprennent notamment :</p>	

	<ul style="list-style-type: none"> - L'amenée, l'installation et le repliement de l'ensemble du matériel nécessaire à la réalisation de la prestation - Le contrôle visuel à l'intérieur de la gaine via la fenêtre préalablement ouverte, - L'acquisition des données à l'aide d'un ordinateur portable ou tout système permettant le recueil et l'enregistrement des données vidéo sous format informatique, - Toutes sujétions liées à l'interaction avec les autres essais in-situ réalisés simultanément, - Les documents à fournir prévus au CCTP. <p>L'UNITÉ :</p>	
--	---	--

I – DÉTAIL ESTIMATIF

N°Prix	Désignation	Unité	Quantité	Prix HT	Prix total HT
101	Installations de chantier et réunions	Ft	1		
102	Etudes d'exécution	Ft	1		
103	Exploitation sous chantier	Ft	1		
104	Amenée et repli d'une passerelle négative	J	5		
105	Ouverture et fermeture de fenêtre dans le béton	U	4		
106	Ouverture et fermetures des gaines de précontrainte	U	4		
107	Prélèvement de coulis et analyse chimique	U	4		
108	Prélèvement de liquide et analyse chimique	U	4		
109	Mesures de tension à l'arbalète	U	4		
110	Vidéo-endoscopie	U	4		
				Total HT	
				TVA 20 %	
				Total TTC	

J – DÉTAIL DES PRESTATIONS EXÉCUTÉES PAR CHAQUE COTRAITANT ET RÉPARTITION DE LEUR RÉMUNÉRATION (groupement conjoint)

1. Détail des prestations :

Nom du mandataire cotraitant 1		Prestations exécutées par le mandataire - Poste(s) technique(s) – N° prix
Autres cotraitants		Prestations exécutées par les autres cotraitants - Poste(s) technique(s) – N° prix
N°2		
N°3		

2. Répartition de leur rémunération :

Prestations	Montant hors TVA	Montant TVA	Montant TVA incluse
Mandataire - cotraitant 1			
TVA <input type="text"/> %			
TVA <input type="text"/> %			
Prestation de mandat			
Total mandataire (I)			
Autres cotraitant			
N° <input type="text"/> TVA <input type="text"/> %			
TVA <input type="text"/> %			
N° <input type="text"/> TVA <input type="text"/> %			
TVA <input type="text"/> %			
Total autres cotraitants (II)			
Total du marché (I) + (II)			

K - SIGNATURE DU MARCHÉ PAR L'ENTREPRISE

Après avoir pris connaissance des conditions administratives et des exigences techniques, j'accepte et m'engage, sur la base de mon offre à exécuter les prestations demandées aux prix indiqués ci-dessus ;

Nom, prénom et qualité du signataire (*) et des membres si groupement d'entreprises	Lieu et date de signature	Signatures

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

L - SIGNATURE DU MAÎTRE D'OUVRAGE

La présente offre est acceptée.

À :,

Signature (*Représentant du maître d'ouvrage*)